

terresdesvilles

enquêtes potagères de

Bruxelles

aux premières
saisons du 21^e siècle

Livia Cahn

Chloé Deligne

Noémie Pons-Rotbardt

Nicolas Prignot

Alexis Zimmer

Benedikte Zitouni

éditions de l'éclat



Table des matières

<i>En deux mots</i>	
Terre, <i>n. f.</i>	9
Bruxelles, <i>n. p.</i>	11
Prologue	21
État des lieux	25
Des potagers à l'étroit	51
Récit 1. Boondael : résistances de jardiniers	55
Récit 2. Jardin des Déracinés : affaires d'hospitalité	69
Récit 3. Potager des Tanneurs : assignations d'identité	77
Récit 4. Les Toits : potentiels fabulés	95
Nourrir la ville et se nourrir	113
Récit 5. Coin de Terre : négocier la pérennité	117
Récit 6. Marché bio de Molenbeek : des voix dissidentes	135
Récit 7. De Stockel à Boitsfort : une expérience libertaire de la terre	145
Récit 8. Les Patatistes : la pomme de terre en lutte	153
Savoirs et expériences	159
Récit 9. Le Homborch : l'intrigante formule du Professeur Higa	163
Récit 10. Arrière-pays : le sentiment des continuités	179
Récit 11. Des jardins aux laboratoires : échanges de semences	189
Récit 12. La chèvre et la renouée : une improbable complicité	203
Attachements et héritages	217
Récit 13. Pays de Haren : mémoires réactivées	221
Récit 14. Le Keelbeek : le fermier parti avec sa terre	249
Récit 15. Choux, chicons, griottes : cultures maraîchères	261
Récit 16. Rue Navez : terres de chemins de fer	279
Épilogue	297
<i>Remerciements</i>	302
Paysage bibliographique	304
Légendes et sources des images	308
Index (thèmes, noms propres, collectifs et institutions, lieux)	311

État des lieux

Le texte du XI^e siècle qui sert de prologue à notre ouvrage est instructif par la multiplicité des registres qu'il mobilise. Ne peut-on se servir de ce constat pour mieux apprécier la façon dont cette activité, *cultiver en ville*, est aujourd'hui problématisée ? Et observer, parmi les dimensions multiples qui fondent et font l'histoire et les pratiques des potagers en ville, celles qui sont principalement activées de nos jours ?

Aujourd'hui, les potagers urbains sont régulièrement rangés sous le terme générique d'« agriculture urbaine ». Les activités du potager ou du jardin, qui jusqu'à récemment n'étaient pas vraiment qualifiées (ou alors parfois comme « horticoles » ou « maraîchères »), sont désormais définies comme « agricoles ». Ce glissement récent est sans doute révélateur d'une nouvelle manière de comprendre le rôle des cultures en milieu urbain, qui met l'accent sur la production agricole dans (ou aux abords immédiats de) la ville. En réalité, le nouveau vocabulaire, utilisé pour désigner aussi bien les potagers individuels que les jardins partagés, les bacs sur les toits que les fermes urbaines hi-tech, dénote d'un glissement productiviste et uniformisant, qui efface la pluralité des pratiques, les multiples formes d'agriculture, *les* agricultures urbaines qui ont chacune des visées ou des contenus différents. Or, la fonction de « l'agriculture », terme qui est supposé unifier toutes ces pratiques, c'est avant tout de produire de l'alimentation. Ce qu'on lui demande, c'est de nourrir la ville.

Les visions futuristes des villes, qualifiées de « durables », sont une version fantasmatique de cet objectif : la ville se transforme en sa propre usine alimentaire. La ville-monde, où habite la majorité de la population, s'auto-alimente, tout en réconciliant la ville et la nature. L'engouement politique affiché est grand pour ce type de ville du futur, permettant un développement urbain vert et durable. Ainsi, Bruxelles se veut « ville verte », et concourt pour le titre de « Capitale verte européenne » en 2018, en se présentant comme « La seconde ville du monde la plus verte après Washington¹ ». Quand on connaît le territoire, l'affirmation peut

1. Parmi les nombreux articles de presse à ce sujet, voir Arnaud Farr, « Bruxelles, capitale verte de l'Europe en 2018 », *La Libre Belgique*, 26 septembre 2016 [en ligne].

faire sourire. Elle cache mal le caractère privé de la plupart des espaces verts pris en compte et situés à l'intérieur d'îlots bâtis, et la très mauvaise répartition des espaces verts publics, concentrés aux marges de la ville, dans les « beaux quartiers », et cruellement absents du centre. Dans cette mouvance, ce seront les projets de fermes urbaines high-tech (aquaponie, serres sur les toits), produisant des légumes fragiles ou à haute valeur ajoutée, qui seront mis en avant. La question y est toujours : est-ce que cela contribue à nourrir la ville ? L'agriculture est donc directement en prise avec la question de la production alimentaire mondiale : c'est dans le système qui aujourd'hui fixe les prix de l'alimentation que doivent se débattre ces nouvelles fermes. Nous avons affaire là à une activité économique qui vise à nourrir la ville et qui, de ce fait, est mise en concurrence avec les autres fonctions ou activités économiques de la ville.

Ainsi, on vantera les grands potentiels de l'agriculture urbaine en termes d'emploi ou de retombées économiques. Une récente étude commanditée par la Région bruxelloise et réalisée par l'Université Saint-Louis et le bureau d'étude Greenloop calculait un potentiel de près de 7 500 emplois dans la Région pour l'agriculture durable². Des jeunes entreprises bruxelloises, productrices de champignons, des jeunes fermes urbaines, des start-up de distribution, etc. sont souvent mises en avant pour montrer que l'alliance « emploi-environnement » peut fonctionner. L'engouement politique actuel pour les questions d'écologie urbaine, dans lesquelles s'inscrit l'agriculture urbaine, se sent tenu de répondre aux « réalités économiques » : hors de l'imaginaire des urbanistes futuristes où la ville et la nature sont réconciliées, les surfaces disponibles pour l'agriculture en ville sont mises en concurrence économique avec d'autres fonctions, comme le logement, le commerce ou les infrastructures. Dans des espaces urbains façonnés par la recherche de rentabilité spectaculaire, de la promotion immobilière, le plaidoyer pour l'agriculture urbaine se trouve terriblement contraint, recroquevillé sur la raison économique.

L'agriculture urbaine contemporaine est par ailleurs souvent mise en avant pour un autre bienfait : le « lien social » qu'elle permettrait de favoriser, voire de recréer. Cultiver en ville, pour les habitant.e.s, ce serait recréer de la sociabilité dont ils et elles manqueraient. Nous aurions affaire à des jardins « conviviaux », « citoyens », « pédagogiques », qui appartiennent au domaine dit « social » et qui visent à retisser de la

2. Magali Verdonck, Michèle Taymans, Gauthier Chapelle, Gaëtan Darteville et Caroline Zaoui, *Système d'alimentation durable : Potentiel d'emplois en Région de Bruxelles-Capitale*, Rapport final de la recherche réalisée pour le compte de l'Institut Bruxellois pour la Gestion de l'Environnement, 2012.

cohésion ou de la solidarité au sein des quartiers. Mais le vocabulaire de cette « cohésion sociale » est bien monolithique et convenu, et ne laisse souvent voir qu'une manière particulière d'être ensemble, dans la paix et la bonne humeur – mais sans prendre en compte ou mentionner les pratiques solidaires existantes ou les économies informelles. Les Anglo-Saxons sont plus directs lorsqu'ils parlent d'*empowerment of the communities*, c'est-à-dire d'une manière de renforcer les communautés elles-mêmes, y compris dans leurs luttes. La « cohésion sociale », c'est avant tout le vocabulaire d'un paternalisme qui détermine une bonne manière d'être ensemble.

Avec « l'agriculture urbaine », nous sommes donc confronté.e.s à un champ discursif et analytique qui oscille trop facilement entre le productivisme et une forme de paternalisme. Cependant, face à la bétonisation et la fièvre constructrice, même les arguments économiques en faveur de l'agriculture urbaine s'avèrent bien faibles, aussi faible que l'est, d'ailleurs, le « lien social ».

L'écologie, qu'elle soit urbaine ou pas, pratique ou théorique, insiste au contraire sur la pluralité des dimensions de ce qui fait nos vies, une ville ou un milieu écologique, qui ne peuvent être traitées dans un cadre de compétitivité économique. La culture des terres c'est aussi une question existentielle, une question de rapport aux sols, aux plantes, aux temps de vie et de mort, à la finitude, aux cycles et à la génération, aux relations interspèces, à ce que nous voulons manger et comment, à la production d'une autonomie relative et quotidienne, à nos identités et à la manière dont elles se construisent. Les potagers en ville font partie d'un milieu complexe qui coproduit nos sociabilités, nos subjectivités, nos sensibilités, nos natures. Non pas les trois piliers (social, économique, environnemental) d'une ville durable, mais une multiplicité de dimensions entremêlées, enchevêtrées les unes avec les autres dans des rapports de cotransformation et de coproduction.

Ce qui nous a mis.es au travail dans ce livre, et dans le travail d'enquête collectif qui l'a précédé, c'est de tenir ensemble cette pluralité de dimensions. Nous avons tenté de résister aux cadrages surplombants, pour nous laisser surprendre et penser à partir du terrain. Si les « cadrages surplombants » peuvent parfois servir de manière intéressante à créer des typologies ou des contrastes, ils sont également dangereux dans la mesure où ils ont tendance à exclure les problèmes qu'ils sont incapables d'intégrer. Le cadrage économique que nous venons de décrire, que nous rencontrons sur le terrain, est un de ces cadrages dangereux, car il permet de ne pas tenir compte de tout ce qui se passe en dehors des calculs économiques ou d'ignorer l'importance des aspects « improductifs » de nos vies. L'« écologie » comme art de penser, et non comme mot d'or-

dre, nous a servi d'outil, nous aidant à repérer ces dimensions variées et multiples, mais aussi à voir comment les cadrages surplombants participent aux transformations des situations elles-mêmes.

Nous avons passé du temps sur le terrain et rencontré des potagistes, amateurs, amatrices, passionné.e.s, pensionné.e.s, regroupé.e.s parfois pour cultiver, parfois pour défendre leur terre. Les dizaines de potagers qu'ils et elles nous ont ouverts sont autant de mondes qui cohabitent, et nous offrent matière à penser, à travers ce qu'ils mettent en place. Ces terrains sont riches, beaucoup plus riches que la valeur marchande de leur production, riches de savoirs, d'idées, de ressources, de manières de vivre. Cette multiplicité des registres est là en actes, hors des récits majoritaires et paternalistes sur l'agriculture urbaine. En faisant ce livre, nous cherchons à rendre compte de cette multiplicité. Non par amour du multiple, mais parce que derrière cette simplification qui veut que « les potagers sont bons pour la planète, le portefeuille et la société », des enjeux plus vitaux se trament. Nous avons voulu rendre aux potagers cette richesse, comme un moyen de défense politique contre les simplifications qui, en fait, les font disparaître.

Engouement et fragilités

Ces vingt dernières années à Bruxelles, l'agriculture urbaine a été promue et soutenue par les cabinets ministériels en charge de l'environnement. Des potagers collectifs ont été encouragés, de nouveaux potagers ont été créés, des associations pour le développement de ces potagers ont obtenu des subventions. Par ailleurs, les potagers ont été intégrés dans un maillage de couloirs de biodiversité, en reconnaissance de leur rôle dans une écologie urbaine. Le compostage de quartier est devenu une pratique courante, avec ses experts attitrés. Des sachets de graines ont même été distribués aux habitants. L'administration et le dernier cabinet ministériel en date l'ont également intégrée dans une politique programmatique de long terme baptisée *Good Food*, qui affiche la double ambition de « cultiver et transformer localement des aliments sains et respectueux de l'environnement » et de « rendre accessible à tous une alimentation savoureuse et équilibrée, composée d'un maximum de produits locaux ». La stratégie vise notamment une autonomie alimentaire de 30% en légumes venus de la Région et du territoire directement adjacent (10 km autour de la Région à partir de ses frontières).

Cet engouement n'est pas propre à Bruxelles ; il a lieu dans de nombreuses villes européennes. Mais il faut néanmoins noter la spécificité de Bruxelles, ville-Région enclavée dans des limites administratives au-delà desquelles elle n'a aucun pouvoir décisionnel. Bruxelles n'a donc pas, seule, les moyens territoriaux de ce type de politique, car elle est contrainte

dans des limites qui n'englobent pas sa périphérie fonctionnelle. Il lui est donc impossible de décider unilatéralement de s'appuyer sur son hinterland immédiat ; elle a besoin de négocier des accords avec la Région Flamande qui l'entoure, ce qui ne va pas de soi tant parce que les relations interrégionales sont compliquées en Belgique que parce que les acteurs à l'intérieur de chaque région ne parlent pas d'une même voix, y compris en Flandre où la périphérie bruxelloise est considérée comme un objet particulier qu'il faut défendre contre la métropolisation et la francisation.

Au-delà de cet engouement et de ces grandes ambitions, quel état des lieux des surfaces cultivées peut-on dresser pour Bruxelles ? En 2013, un rapport de l'administration de l'environnement, Bruxelles-Environnement (IBGE), sur le potentiel maraîcher en Région Bruxelloise, réalisé par la SPRL BRAT, recensait 261 sites de potagers « publics/collectifs » (c'est-à-dire à l'exclusion des potagers exploités sur une parcelle privée et non accessible), et identifiait 427 autres sites potentiellement exploitables. La surface totale des 261 sites qui « fonctionnent » est de 56 ha³, à comparer et à ajouter aux 268 ha encore classés en zone agricole au PRAS (Plan régional d'affectation des sols) et aux 16 138 ha du territoire de la Région ; c'est-à-dire qu'en 2013 les terrains de potagers publics et collectifs en activité ne représentent que 0,35% de la surface régionale.

À titre de comparaison, en 1959, selon le recensement agricole réalisé par l'Institut national de Statistiques (INS), dans le territoire qui correspond aujourd'hui à la Région, 309 ha soit un peu moins de 2% de la surface totale est consacrée à l'économie de subsistance et d'autonomie alimentaire qui se déploie en parallèle au marché⁴. Ainsi, le dernier recensement agricole qui tient compte de ces circuits parallèles – avant que la FAO ne refonde les catégories de recensement en 1960⁵ – enregis-

3. BRAT, Eco Innovation et IBGE, *Évaluation du potentiel maraîcher en Région de Bruxelles-Capitale*, Rapport Intermédiaire, Phase II, septembre 2013, p. 39.

4. Archives générales du Royaume, Archives de l'Institut National des Statistiques. Recensement général de l'agriculture et des forêts au 15 mai 1959. Ces chiffres, contrairement aux précédents (BRAT-IBGE, 2013), sous-estiment nécessairement la présence des potagers, car ils proviennent d'un recensement qui ne reprend que les terres d'au moins un are, reconnues au cadastre ou identifiées par la commune et l'équipe censée faire le porte-à-porte. Ces chiffres ont donc partie liée tant à l'appareil d'enregistrement étatique qu'au zèle, à l'application et à la connaissance de terrain dont font preuve les autorités et équipes communales à l'époque. Il est aussi intéressant de relever que la collecte des données par l'INS fut relancée à l'initiative des communes qui se demandaient quoi faire des informations réunies à sa demande, indice que l'INS ne jugeait peut-être pas cette enquête comme une de ses priorités.

5. Marij Preneel, « Introduction », dans *Inventaire des archives de l'Institut National des Statistiques : Recensement général de l'agriculture et des forêts au 15 mai 1959*, Archives générales du Royaume, 2001.

tre les terres cultivées sous forme de potagers de plus d'un are, terres cultivées uniquement pour la consommation des familles (cultivatrices), mais aussi des établissements pénitentiaires, pensionnats, maisons de repos, instances scientifiques, hospices ou communautés religieuses qui produisent des fruits et des légumes pour leur compte propre. Dans certaines communes telles que Berchem-Sainte-Agathe, Evere, Ganshoren, Ixelles, Saint-Josse-ten-Noode et Woluwe-Saint-Lambert, 3 à 5% de la surface communale est occupée par cette économie de subsistance, et c'est une estimation minimaliste⁶. Celle-ci touche un minimum de 5 700 ménages, c'est-à-dire sans doute au moins quatre à cinq fois plus de personnes directement concernées⁷. Bref, il y a un peu plus d'un demi-siècle, les terres cultivées et la question d'une relative autonomie alimentaire sont encore pensées comme faisant partie de la ville.

À vrai dire, les comparaisons plus poussées sont hasardeuses car les méthodologies sont trop différentes entre d'une part le recensement agricole (INS, 1959) et d'autre part l'enquête aérienne confirmée sur le terrain (BRAT-IBGE, 2013). En outre, après 1959 les recensements ne nous sont plus d'aucune aide car ils n'identifient plus que les exploitations agricoles et horticoles avec une visée marchande. De même les enquêtes aériennes et annuelles sur la couverture du sol, menées par l'Institut géographique national (IGN), ne nous sont pas d'une grande utilité puisqu'en ce qui concerne les cultures potagères, elles ne sont pas suivies d'enquêtes sur le terrain. En d'autres termes, les données de 2013 constituent une photographie exceptionnelle et rare de l'état existant⁸. C'est à partir d'elles, à partir de ces données, qu'avec l'aide d'une géographe, nous avons essayé de saisir l'histoire ou du moins la temporalité de ces lieux pour lesquels, par ailleurs, il n'existe pratiquement aucune

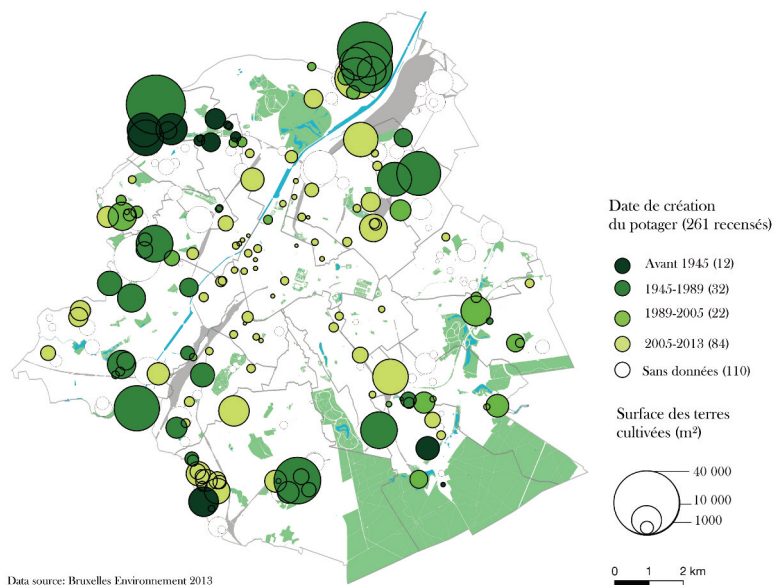
6. Il est utile de faire remarquer qu'il est très rare de disposer des résultats désagrégés par commune, c'est-à-dire de disposer de la synthèse des formulaires complétés au niveau des communes. Cette archive a été déposée à titre exceptionnel (voir note 5).

7. Au sujet du paysage agricole bruxellois dessiné par les recensements agricoles des XIX^e et XX^e siècles, voir aussi Michel de Waha, « Quelques éléments sur la vie rurale dans les environs de Bruxelles au XIX^e siècle », in *La Région de Bruxelles. Des villages d'autrefois à la ville d'aujourd'hui*, sous la direction d'Arlette Smolar-Meynart et Jean Stengers, Bruxelles, Crédit communal, 1989, p. 314-329.

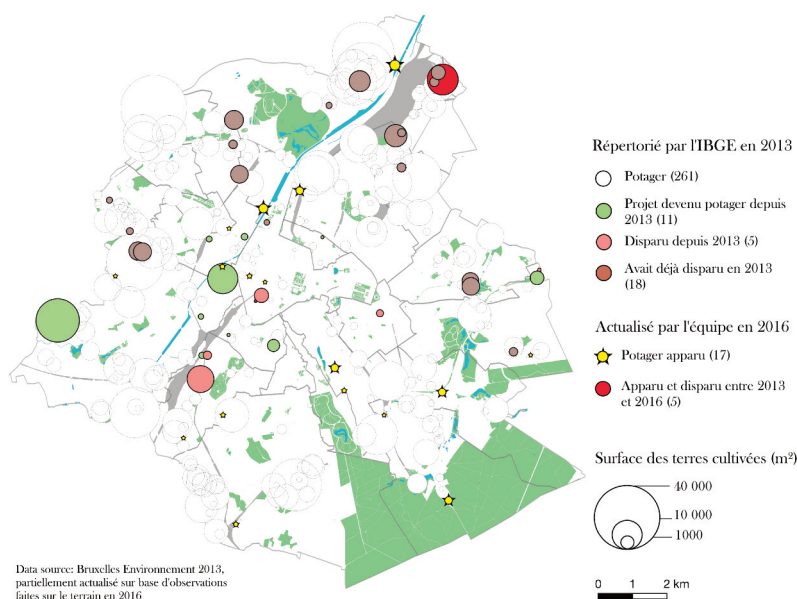
8. À ceux et celles qui veulent enquêter sur les potagers et leur évolution s'offrent quatre pistes d'enquête statistique. Tout d'abord, les recensements agricoles qui font partie des statistiques économiques (autrefois Institut national de Statistiques, INS, et aujourd'hui Direction Générale Statistique). Puis, au sein des statistiques géographiques, il y a les données sur la couverture du sol établies sur base de relevés aériens menés par l'Institut géographique national (IGN), et les données sur l'occupation du sol établies à partir des recensements agricoles et des données cadastrales ainsi que sur l'utilisation du sol. On verra que ces dernières informations permettent d'évaluer l'évolution du partage parcelles bâties / non bâties à Bruxelles (*cf. infra*).

autre donnée d'ensemble. En résultent deux cartes indicatives qui sont présentées ici.

La première carte, celle des « longévités », tente de placer dans le temps les débuts des potagers publics ou collectifs qui existent encore aujourd'hui (et pour lesquels il y a de l'information, c'est-à-dire pour un peu moins de 60% d'entre eux, – 150/261). Elle indique qu'un tiers seulement de ces potagers a une origine antérieure à 1989 (44/150). Parmi ceux-là, seuls douze peuvent s'enorgueillir d'avoir une histoire qui remonte à avant 1945, une bonne trentaine ayant été créée entre 1945 et 1989 (date de la création de la Région de Bruxelles-Capitale). Parmi les plus récents, une vingtaine a été créée entre 1989 et 2004, et plus de 80 ont été créés entre 2005 et 2013. Cette dernière vague, il est important de le souligner, est cependant faite de jardins de taille beaucoup plus réduite et qui ont une position beaucoup plus centrale que les autres dans la ville, traduisant l'apparition de nouvelles formes de potagers.



La seconde carte, celle de la volatilité, fait apparaître les mouvements très rapides d'apparition et de disparition des potagers. Ainsi, en trois années seulement, entre 2013 et 2016, 10 potagers ont disparu tandis que 28 autres sont apparus. Néanmoins, les surfaces concernées par les uns et les autres sont très différentes : la taille réduite des nouveaux venus ne compense absolument pas les surfaces perdues. Autrement dit, paradoxalement, en dépit des discours, les surfaces potagères continuent de perdre du terrain.



5 & 6. Longévités (toutes) relatives des potagers bruxellois (carte 1)
Volatilité contemporaine des potagers bruxellois (carte 2)

On pourrait déduire de ces relevés que les potagers urbains n'ont souvent qu'une durée de vie limitée. On nuancera immédiatement en disant que quelques-uns des plus anciens sont là depuis près de 90 ans. Seulement ceux-ci sont situés loin du cœur de la ville, à la lisière. Par contre, il faut bien constater que plus les potagers sont jeunes (récents) et proches du centre-ville, plus ils sont petits et éphémères.

La question de l'agriculture urbaine nous place donc d'emblée dans un champ traversé par une tension forte entre la promotion et le soutien affiché des potagers d'une part, et leur précarité et leur destruction d'autre part. Dans cette recherche, nous nous sommes souvent senti.e.s comme convié.e.s à un drink offert au milieu d'un cimetière, certes festif (les autorités publiques s'intéressent aux potagers), mais tout de même inquiétant (comment se fait-il que tant de potagers continuent de disparaître encore aujourd'hui et que tant de potagistes doivent tellement lutter pour essayer de préserver leur espace ?). Le constat est celui d'un engouement et d'une expérimentation réels et potentiellement importants – des nouveaux potagers apparaissent chaque année – mais qui poussent sur un champ de ruines.

Peut-être faut-il aller un cran plus loin. D'une certaine façon, on peut dire qu'il n'y a pas que le cadrage surplombant qui fragilise les

terres cultivées. L'engouement de la classe politique pour la culture en ville risque d'être tout aussi létal en ce qu'il cache l'état des lieux, la situation menaçante et fragilisante, le déclin rapide des potagers (qu'il est d'ailleurs difficile d'évaluer précisément tant les potagers ont peu intéressé l'appareil étatique statistique). Aujourd'hui, des financements du Fonds Européen de Développement Régional (FEDER) soutiennent certains projets bruxellois liés à l'agriculture urbaine : l'aménagement de 1 500 m² de toiture d'un supermarché à Ixelles (1,2 millions d'euros), le développement d'un agro-bio-pôle à Neerpede, baptisé BoerenBruxselPaysans, qui parie sur des circuits courts de produits alimentaires, (5,6 millions d'euros). La stratégie *Good Food* bat son plein, l'administration de la recherche (Innoviris), à travers différents programmes (Anticipate, Co-create) finance sur plusieurs années des projets de recherche sur l'agriculture urbaine (dont celui qui a abouti à ce livre). Cet engouement n'est pas sans intérêt. Il offre des nouvelles opportunités, stratégiques et politiques, aux jardiniers et maraîchers bruxellois qui peuvent s'en saisir. Cependant, l'engouement est forcément sélectif ; en mettant une manne financière à disposition, il suscite les convoitises, les concurrences, le positionnement de certains acteurs ou les recompositions entre acteurs « légitimes » : ceux qui sont mobilisés parfois depuis plusieurs années, comme l'ASBL « Le Début des Haricots », créée en 2005 et de nouveaux acteurs. Ce faisant, il suscite aussi certaines résistances et de nombreux questionnements. Le *TuiniersForum des Jardiniers* ou le *Réseau des potagers urbains* sont les fruits de ces nouvelles coalitions, questionnantes, qui mettent en tension l'engouement pour un autre futur et la colère face au déclin des potagers urbains ou des surfaces qui auraient pu les accueillir, face à l'avancée de la ville à l'heure de la métropolisation. En 2016, autre symptôme de cet engouement « questionnant », l'*École d'Été de l'Agriculture Urbaine* a été organisée pour la première fois à Bruxelles, où se sont retrouvé.e.s des potagistes praticien.ne.s et militant.e.s ainsi que des écologistes, des associations et des chercheur.e.s académiques (dont nous étions).

Et pourtant, l'engouement ne doit pas occulter que l'avenir que nous réservent les projets FEDER et *Good Food* n'est pas que radieux et sans aspérité⁹. À mesure que ces projets avancent dans la lumière, ils laissent

9. Aux dernières nouvelles, les avancées en matière du droit de préemption dont se doterait la Région bruxelloise pour garantir l'activité agricole en ville concerneraient essentiellement les terres déjà affectées à cette fonction au Plan régional d'affectation des sols (228 ha) ainsi qu'une quinzaine d'hectares supplémentaires dont on sait peu de chose mais dont on doute qu'elle concerne les potagers existants (voir la réponse de la ministre de l'Environnement de l'Énergie et du Logement, Céline Frémault faite à l'interpellation de la députée Annemie Maes en séance du parlement bruxellois le 12 avril 2016 [en ligne])

dans l'ombre, taisent ou participent à la destruction des potagers qui s'organisent selon d'autres modalités que celles marchandes et high-tech, voire (à l'exemple du potager profondément reconfiguré par l'opération de toiture maraîchère d'une grande surface à Ixelles, soutenue par le FEDER). Autrement dit, ce livre arrive à un moment de reconfiguration des lignes de tensions et de luttes, dans lequel il nous semble très important de rendre aux potagers du foisonnement, de la richesse, des histoires communes, des aspirations à d'autres mondes, comme un moyen de défense politique.

Le rêve moderne et la destruction

Les récits relatés dans cet ouvrage, nous ont conduit.e.s à constater que les multiples problèmes et situations rencontrées sont unies par leur confrontation aux dynamiques d'« urbanisation », elles-mêmes multiples. Si les potagers disparaissent, c'est avant tout parce que la ville s'étend. Il n'y a apparemment rien, dans ce constat, de très révolutionnaire. Néanmoins cela permet de poser un des fils rouges de notre ouvrage : il y sera plus question de la ville et de l'urbanisme que de l'alimentation et de ses circuits de production et de distribution. Certes, il est évident que si les systèmes alimentaires étaient différents, la manière de cultiver des légumes en ville le serait sans doute également. Il est évident qu'aujourd'hui, la remise en cause du circuit long et des supermarchés passe par le renforcement des marchés fermiers et d'autres formes de mises en vente de fruits et de légumes à l'échelle des voisinages : en effet, ceux et celles qui ont étudié les circuits de distribution nés avec le complexe agroalimentaire ont maintes fois démontré que les denrées périssables en constituent le talon d'Achille¹⁰ ; il serait donc utile, politiquement, stratégiquement, d'aborder le système alimentaire en même temps que la question des potagers. Certains le font, s'y attellent, notamment en

Le nouveau Code Bruxellois d'Aménagement du territoire, CoBaT, qui doit entériner ces dispositions sur le droit de préemption, est en discussion au Parlement de la Région. La traduction au PRAS de la nouvelle affectation d'une quinzaine d'hectares devra se faire ultérieurement. En clair, il n'y a pas de stratégie très affirmée pour pérenniser des activités potagères existantes.

10. Voir Anne Bauwelinckx, *Du Grand Bazar d'Anvers au Supermarché GB ou L'Adoption de la formule supermarché par une entreprise de grands magasins belges*, Mémoire de Master en Histoire, Université Libre de Bruxelles, 2004, reprenant le document intitulé « Agriculture, Industries alimentaires et distribution. Compte-rendu des exposés faits par Maurice Cauwe et André Sermeus à l'occasion de l'assemblée générale des actionnaires de Supermarchés G.B. du jeudi 13 juin 1968 », ou Michel Villette et Catherine Vuillermot, *Portrait de l'homme d'affaires en prédateur*, Paris, La Découverte, 2005, qui revient sur le cas de l'entreprise Carrefour et la fabrication du circuit long.

promouvant la création de ceintures vertes autour des villes, ici aussi en reconfigurant les coalitions d'acteurs¹¹. *Last but not least*, il est évident que l'urbanisation utilise et profite des circuits de production alimentaires actuels, le circuit long et les prix qui en découlent, comme justification de sa supériorité et des choix qu'elle impose. Ou pour le dire autrement : l'urbanisation actuelle, pour pouvoir s'étendre sur les terres cultivées, pour pouvoir bétonner celles-ci, *requiert* la banalisation préalable de la question alimentaire, laquelle renforce l'évidence de la nécessité des autoroutes, des camions, des supermarchés, etc.

Pourtant c'est de l'urbanisation et non du système alimentaire que traitera en premier lieu ce livre. La ville s'étend et doit se densifier, c'est un constat qu'il nous faut affronter. Il s'agit pour nous de dénormaliser ce présent-là. Car il n'est pas normal que nous laissions faire cette urbanisation dont nous savons pertinemment qu'elle n'obéit la plupart du temps qu'aux logiques économiques, dans lesquelles dominent la spéculation foncière et les « opérations » immobilières. Il n'est pas normal qu'on en soit arrivé à une situation où on ne s'étonne même plus d'apprendre qu'à ce rythme-là, si la bétonisation continue comme elle l'a fait ces trente dernières années, en Région bruxelloise, hormis les parcs et les stades, il ne restera plus aucun terrain non bâti d'ici 2140. Dans quatre générations donc. Un autre moyen de faire sentir et de prolonger ces projections sur l'extension de la ville est de les évoquer en termes d'équivalences parlantes : savez-vous qu'en 26 ans, de 1985 à 2011, selon les classifications statistiques, la Région de Bruxelles-Capitale a perdu 8 km² en terrains non bâtis, soit l'équivalent de près de 5% de sa superficie totale ou trois fois la superficie de la commune de Saint-Gilles, une de ses 19 communes¹². La bétonisation est rapide. Héritage du rêve moderne de la croissance, elle est présentée comme l'évolution naturelle de la ville, comme sa nécessaire condition de développement... Sans doute est-il temps de cesser de la trouver normale voire inéluctable : chaque construction est aussi une destruction, sans pour autant qu'on se soucie de ce qui est détruit...

Bref, en suivant nos terrains et en s'attachant à traiter du problème principal auquel ils s'affrontent, ce livre ne traitera pas tant des logiques économiques et immobilières que des manières d'urbaniser au sens plus large du terme, c'est-à-dire des façons de faire la ville, des façons de pen-

11. Voir notamment le site du projet de Ceinture Aliment-Terre autour de Liège [en ligne].

12. Voir les statistiques de la Direction générale des statistiques du Service public fédéral Économie, disponibles en ligne sur l'évolution des surfaces bâties entre 1995 et 2011 selon les régions du pays [en ligne]. En 26 ans, les terrains non bâtis en Région de Bruxelles-Capitale sont passés de 42 à 34 km².

ser et de concevoir la ville qui – tout comme les logiques évoquées – rendent trivial, marginal, impuissant et inutile tout ce qui résisterait à l'évidence de l'extension et de la bétonisation urbaines. Parmi ces façons de concevoir la ville, la plus pernicieuse, celle qui nous a donné le plus de fil à retordre, est celle qui conçoit la ville comme une simple composition de fonctions et de surfaces. Sur le terrain, elle se cristallise dans la ligne de fracture qui oppose les logements sociaux aux potagers. Le problème est suffisamment épineux pour qu'on s'y attarde quelque peu.

Tout d'abord, il est utile de comprendre que lorsqu'on se trouve devant cette alternative (infernale) qui oppose un besoin criant (celui d'un toit) et de lieu de possibles autonomies (alimentaires et quotidiennes), on est déjà trop loin et qu'il faut donc revenir en amont de cette opposition. Accepter l'opposition veut dire qu'on a accepté cette manière de faire et de concevoir la ville qui a déjà fait tant de ravages parce que justement elle avait pour seule métrique la surface et la fonction. D'ailleurs, il est utile de se rappeler que la rareté du foncier n'est que relative et que l'opposition logement social *versus* potager urbain procède plutôt d'une logique de gouvernementalité urbaine à l'œuvre dans toutes les villes contemporaines. Pour preuve, dans d'autres villes telles que Berlin, villes qui sont bien moins contraintes par leurs limites administratives ou par la densité à la fois interne et aux alentours de la ville, les potagistes subissent le même chantage¹³.

Alors s'offrent à nous des contre-arguments, des façons de déjouer l'opposition infernale. Premièrement, en suivant la logique même de ceux et celles qui jouent l'opposition, c'est-à-dire en acceptant la logique de la surface et de la métrique, il serait possible de démontrer qu'à Bruxelles la surface de logements (disponibles) est largement suffisante pour loger tout le monde pour autant qu'on intervienne sur les formes et sur les règles d'accès au logement. Il serait possible de démontrer que ce n'est pas la surface disponible qui est en cause, mais bien des logiques économiques de raréfaction des biens (la gentrification n'étant que le sommet de l'iceberg, la spéculation et la promotion prenant bien d'autres formes, telles l'abandon ou la non-mise sur le marché de biens). Il faut bien observer en effet que les autorités qui promeuvent la densification comme réponse à l'augmentation démographique, à Bruxelles comme dans d'autres villes, dans la réalité n'offrent pratiquement pas de logements sociaux nouveaux, et laissent plutôt fleurir les grands projets immobiliers en hauteur (c'est-à-dire qui maximisent le rendement du rapport entre

13. Échanges avec les participant.e.s des rencontres organisées par les *Prinzessinnengärten* à Berlin le 14 avril 2017 suite à notre présentation : « In Defence of the Gardens : Brussel stories / In Verteidigung der Gärten – Brüsseler Geschichten », Nachbarschafts-akademie, Prinzessinnengärten, Berlin, 14 avril 2017 [en ligne].

profit/surface foncière) destinés à des classes sociales « moyennes », mais en aucun cas à ceux ou celles qui n'ont pas les moyens d'accéder au marché « libre » du logement. Ne pas créer de logements sociaux en masse alors que la demande est si grande, c'est un moyen de faire accepter n'importe quel projet de logement social, sans que les critiques puissent paraître légitimes. Qui peut décemment s'opposer à la construction du logement social quand il est si rare ? Cela devrait faire dire à ceux et celles qui se retrouvent coincés dans l'opposition logements *versus* jardins, qu'ils n'accepteront d'opposer les uns aux autres qu'après que des politiques de réquisition, d'attribution et de taxation auront été mises en œuvre afin d'utiliser pleinement les lieux déjà bâtis.

Il nous semble donc fondamental pour faire converger les luttes de droit au logement et d'écologies urbaines de ne pas adopter cette logique infernale et de revenir en amont, pour arriver sur un terrain d'entente où des alliances entre les tenants du logement social et les tenants des potagers urbains (qui sont parfois les mêmes personnes) sont possibles. Nous pensons qu'il est possible de le faire en ne s'attaquant pas seulement aux logiques économiques, mais aussi aux façons de faire la ville, aux façons de penser et de concevoir la ville, qui sont au fondement même des métriques simplificatrices.

Bien entendu, l'urbanisme en tant que discipline s'intéresse à l'écologie en ville, avec des intensités variables, et certains urbanistes intègrent dans leurs projets de véritables réflexions sur l'alimentation, la production alimentaire, les cycles de l'eau, la biodiversité, etc. Néanmoins, les simplifications des discours sur les potagers, qui réduisent finalement un potager à ce qu'il génère comme aliments, permettent aussi à certains projets urbains de prétendre tout simplement déplacer l'existant : en intégrant un coin de verdure dans un projet, des bacs sur un toit ou une façade verte, on prétendra permettre à la fois à la production alimentaire et aux logements d'exister, perdant au passage tout ce qui existait en dehors de ce cadrage. C'est l'idée de la compensation ; de recréer autrement et ailleurs ce qu'on vient de détruire ici. Mais cet urbanisme-là ne sait que faire des terres polluées, des zones industrielles dévastées, d'un héritage culturel, écologique, urbanistique, sinon de la plus-value, des grands gestes architecturaux, et prétendre avoir de grandes visions. Jamais il n'est au plus proche de l'existant, jamais il ne s'inscrit dans une histoire. Des terres, il ne les connaît que sous leur version la plus technique, une surface sur lequel se poser, des normes de pollution à respecter.

Lorsqu'un potager est menacé, toute une série de raisons peuvent être mobilisées pour le faire disparaître, autant physiquement que discursivement : il n'est que le souvenir d'un passé révolu qui doit laisser place à la ville, le privilège de quelques-un.e.s qui s'opposent à l'intérêt

général, le terrain de jeu de quelques hurluberlus ou hystériques se trouvant des excuses pour défendre quelque chose d'inutile, etc. Nous avons rencontré la multiplicité de ces arguments au fil de nos rencontres.

L'ennemi des potagers est bien cette manière de faire la ville, c'est-à-dire de la concevoir comme un ensemble de fonctions et de surfaces métriques, comme un rêve moderne, où construction et développement, étroitement imbriqués, promettent un avenir meilleur, comme un territoire où les compensations suffisent à ignorer les destructions, rivées à la question de la valeur marchande du foncier mais sourde aux attachements concrets, aux relations écologiques et à ce qui peut être valorisé par les habitant.e.s. Pour autant, il n'est pas, pour nous, question de considérer que l'Urbain s'oppose à la Nature, comme deux concepts et réalités distincts. Plutôt, il y a de multiples manières de faire la ville, et certaines bien moins sourdes que d'autres aux pratiques et aux attachements concrets des habitant.e.s, où tout n'est pas qu'une affaire de concepteurs et d'aménageurs. De plus, les potagers urbains sont des entre-deux, qui mettent en relation et en tension. Les potagers en ville n'existent pas sans la ville, et il n'est pas question de prendre une posture qui aurait pour effet de redoubler l'idée que la Ville et la Nature s'opposent. C'est dans cet entre-deux que nous voulions placer notre propos en allant chercher d'autres acteurs qui font aussi la ville (y compris des plantes, des animaux, des non humains !) Cela nous a amené.e.s à rédiger des récits qui font apparaître à la fois la menace, les luttes, mais aussi ce qui peut y résister ou ce qui peut faire une différence dans les manières d'urbaniser. Nous avons cherché les problèmes concrets, à chaque fois locaux et situés, qui posaient des enjeux et des questions qui n'étaient pas celles de la production ou de la cohésion.

Nourrir les potagers

Cadrages surplombants qui simplifient les réalités empiriques, engouement de la classe politique qui occulte le déclin des potagers, évidence normalisée de la bétonisation dont la puissance est telle qu'elle devient l'ennemi premier ou le problème principal que doivent affronter les potagistes... Pour nous, ce sont là autant de vecteurs de fragilisation pour les potagers d'aujourd'hui. Cette fragilité des potagers est également renforcée par le fait qu'ils sont aujourd'hui présentés comme une nouveauté, comme si les terres cultivées en ville dataient à chaque fois de la dernière législature. Les potagers manquent, dans les pratiques sinon dans les discours, de mémoire, d'histoire, et cette ignorance les rend encore plus fragiles. Ce livre veut rappeler que les potagers ne sont pas un phénomène de mode imputable à quelque nouveauté écologique

mais qu'à travers les terres cultivées nous héritons d'un passé riche en pratiques et territorialités urbaines.

Face à la nouveauté prétendue, nous avons cherché à faire ressortir les histoires des potagers en ville et plus précisément nous avons tenté de saisir, à travers leurs forces, leurs fragilités, ce qui les a fait tenir ou disparaître à travers le temps. Non pas pour écrire la « vraie » histoire des potagers – la tâche serait énorme et d'ailleurs la simple factualité ne suffirait pas à nourrir le présent – mais pour redécouvrir l'histoire comme un vivier de possibles. Écrire l'histoire de ces potagers, subsistants ou détruits, est comme une manière de se réapproprier ce qui a été avalé par un discours médiatique et politique qui prétend réinventer et moraliser un rapport à la terre qui ne leur appartient pas. Réexplorer l'histoire, y retrouver des histoires de lutte et de survivance, d'attachements et de transmission, c'est pour nous une manière de rendre aux potagistes de la puissance et de la joie face à ce qui les menace.

Renversons l'argument. L'urbanisation ou la manière de faire la ville qui est sourde aux attachements concrets, profite de cette absence d'histoire et de la prétendue nouveauté des politiques urbaines. Elle s'engouffre dans la faiblesse de la nouveauté politique. Nouveauté dont il faut apprendre à se méfier. Car en s'appropriant ce qui ne leur appartient pas dans un geste de refondation, ceux qui prétendent à la nouveauté radicale, qu'ils ou qu'elles soient urbanistes, militant.e.s ou chercheur.e.s d'ailleurs, participent du mépris de ce qui les a précédés. La *tabula rasa*, même celle pratiquée avec les meilleures intentions, rend les potagers plus fragiles car non seulement elle les déconnecte des luttes passées, mais elle fait aussi oublier que les arguments des urbanistes n'ont rien de neuf, que cette histoire appartient aux potagistes, et que ce sont bien des conflits de mondes et de manières de faire la ville qui sont en jeu. Écrire ces histoires, revisiter l'histoire comme un vivier des possibles, c'est, pour nous, une manière de s'inscrire dans la *continuité des forces de ce qui existe*, et non prétendre à de la nouveauté abstraite qui promet des futurs radieux en oubliant les luttes d'autrefois. Faire récit c'est non seulement faire acte de mémoire, mais c'est aussi œuvrer pour de la continuité.

Le constat amer d'une histoire qui disparaît sans même avoir été écrite, mérite à notre sens plus qu'un avis nécrologique. En fait avec la disparition de potagers et de leurs histoires, ce ne sont pas simplement des terres qui changent de fonction, ce sont aussi des histoires sociales, des savoirs emportés dans les bagages de la migration, des mémoires familiales, des pratiques de subsistance et de survie logées dans les interstices urbains, qui disparaissent au profit d'une ville lisse, simplifiée, monolithique, univoque, qui ne leur accorde aucun regard, sinon paternaliste. Les éliminer sans les prendre en considération comme partie in-

tégrante de la ville, sans tenir compte des attachements qui s’y jouent, et des possibilités de les maintenir, c’est faire le lit d’une manière bien machinale de faire la ville contre laquelle il est difficile de lutter pour que d’autres mondes puissent subsister. Cette manière machinale est tout autant à l’œuvre lorsque c’est l’horizon d’une agriculture urbaine, high-tech, aseptisée, simplifiée et mécanisée, FEDERisée qui nous est proposé, comme un avenir sans passé. Disons-le clairement : de cet avenir-là, nous n’en voulons pas ! Non par simple goût de l’opposition – quoi que – mais parce qu’on y perdrait toutes les dimensions actuelles et passées que revêt la culture des terres en ville.

Viviers des possibles

C’est en croisant, dans de longues discussions collectives, notre volonté de nous emparer du passé, des histoires longues, des expériences éphémères ou disparues, et de nous saisir des fragilités, des tensions, des troubles et des luttes présentes dans lesquelles sont pris les potagers, que nous avons choisi les terrains sur lesquels a grandi ce livre : les potagers Boondael-Ernotte, le jardin des Déracinés, l’éphémère potager de la rue des Tanneurs, les Coins de Terre de Jette, l’Expérience libertaire de Boitsfort, les terres maraîchères de Haren qui reviennent de façon obsédante à travers plusieurs récits, les potagers de la rue Navez, du Homborch, de Neptune, des toits de Bruxelles sont mis en résonance avec des récits sur ce que des graines, des plantes et des animaux font par ailleurs à la ville. Nous aurions sans doute pu choisir d’autres lieux, mais ceux que nous avons explorés nous ont montré qu’à l’intérieur même de la « ville radieuse » se fabriquent des territoires autres, qui s’appuient sur des pratiques d’alliances, parfois inattendues, et de revendications.

Ce que nous avons découvert, ce sont des histoires surprenantes, vivantes, qui passent par d’étranges chemins de traverse. Des terrains qui survivent aux marges de la ville, dans les interstices des voies ferrées, des grands projets d’aménagement, dans des zones jugées impropres ou difficiles à valoriser ou sur des concessions de plusieurs dizaines d’années. Parfois, ces zones préparent l’urbanisation, entretenant des rapports complexes avec la ville.

Pour mieux découvrir, nous nous sommes laissé.e.s affecter par les lieux et par leurs troubles. Nous nous y sommes impliqué.e.s et nous nous sentons engagé.e.s par rapport à eux. Si l’on veut éviter les catégories surplombantes et les oppositions binaires, il n’y a d’ailleurs pas de possibilité de faire autrement. Nous nous sommes aussi donné beaucoup de libertés tant dans les modalités de notre travail que dans les façons d’être dans les potagers, sans trop d’apparat méthodologique, et que dans l’écrit-

ture, que nous n'avons pas fait reposer sur des appareillages conceptuels ou statistiques très savants. Nous ne nous sommes pas entouré.e.s d'agronomes ou de scientifiques du vivant, précisément parce qu'il nous tient à cœur de porter un regard d'écologie urbaine venu des sciences sociales et humaines.

Ces choix et cette liberté donnent lieu à des histoires qui charrient tout à la fois du folklore, des savoirs vivants qui s'échangent, des manières de faire, des problèmes nouveaux ou récurrents. Ce sont les forces intrinsèques des potagers qui nous ont tiré.e.s vers l'avant, qui nous ont donné l'appétit de nous intéresser concrètement à ce qui se passait, et à nous déjouer des cadres déjà donnés. C'est dans les marges, dans les attachements et les sociabilités que s'héritent et s'inventent aujourd'hui les résistances. Bien sûr, nous y avons découvert des problèmes, des questionnements, comme ces assignations d'identités qui travaillent les potagistes (« ce ne sont que des bobos ») ou des échecs qui mènent aux disparitions, et parfois à la résignation. Mais nous avons surtout rencontré de la joie, de la fierté de pouvoir récolter les fruits de son propre travail, des attachements à des pratiques, à des possibilités, à des lieux, à des histoires, à des sociabilités intenses et variées (et non du lien social abstrait et uniformisant), et aussi la force du vivant, des plantes et des cultures.

Pour faire apparaître cet autre territoire, morcelé et interstitiel, nous avons fait le choix de la polyphonie. Notre polyphonie d'abord. Nous sommes un groupe de recherche de six personnes, avec des approches différentes, des formations variées, des pratiques, des bagages, des façons d'écrire, et des personnalités contrastées. Au-delà de ce noyau, nous avons organisé un séminaire qui a duré deux ans et regroupé près d'une centaine de personnes différentes, en invitant les un.e.s ou les autres à venir travailler nos questions avec nous. Nous avons également tiré beaucoup d'enseignements de nos rencontres dans ou aux marges des potagers. Là aussi, une écologie humaine de la multiplicité s'est jouée. Nous avons produit ces textes en les signant collectivement, car tous ont été relus, retravaillés, réécrits par les un.e.s et les autres, donnant lieu à une monographie non linéaire et multidimensionnelle.

La polyphonie des récits ensuite. Les uns renvoient aux autres par des thèmes, des objets et des problèmes communs, en dialogue. Les récits sont néanmoins tous individuels et construits autour d'une intrigue propre. Ils sont dramatisés, à chaque fois pour faire ressortir un élément plus particulier, qui nous a semblé importer dans cette situation. Nous avons fait le pari que chacun des lieux dont nous traitons a quelque chose à nous dire, à chaque fois renouvelée par la situation propre du potager. Chaque récit est indépendant, mais il entre en résonance avec d'autres, ainsi qu'avec les images qui parsèment le texte. Nous avons organisé le

livre en quatre parties qui ont été pensées après les enquêtes et après l'écriture de la plupart des textes, mais qui nous semblaient utiles pour scander la lecture. La première partie donne à voir comment les potagers résistent à l'avancée de la ville et à quel prix ils peuvent parfois s'y frayer une place. La deuxième interroge la fonction nourricière des potagers : comment peut-on la tenir en dehors du marché et de la propriété ? La troisième rassemble des récits qui mettent en scène le foisonnement des savoirs et la réactualisation des pratiques qui naissent sur le terrain des potagers, et plus généralement, de la confrontation avec le vivant. Enfin, la dernière partie s'arrête sur l'ambivalence des héritages et des attachements qui relient les jardiniers à leur territoire ou à leur communauté et sur les récits qui en sont faits.

Nous avons tenté d'entendre et de relayer des voix multiples qui viennent des « terrains » avec lesquels nous avons travaillé, des praticien.ne.s qui nous ont guidé.e.s et nous ont surpris.es au long de cette recherche et que nous remercions pour leur générosité.